

À MONSIEUR DOMINIQUE PEREZ EN SA QUALITÉ
DE VICE-PRÉSIDENT

25, Bld Besson Bey 16023 ANGOULEME
Tél. 05 45 38 60 60

DGA Ressources et Relations aux
administrés - Affaires juridiques
Numéro : 2026-A-029

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-2, L.5211-9, L5211-10, L5216-5, L.2122-20, L.2122-21 et L.2122-23 ;
Vu le code des marchés publics ;
Vu la loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
Vu le décret 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
Vu les statuts de la communauté d'agglomération ;
Vu la délibération n°67 du conseil communautaire du 23 avril 2026 portant élection de Monsieur Xavier BONNEFONT en qualité de Président de GrandAngoulême ;
Vu la délibération n°70 du conseil communautaire du 23 avril 2026 portant élection de Madame Isabelle MOUFFLET en qualité de 1^{ère} vice-présidente ;
Vu la délibération n°80 du conseil communautaire du 23 avril 2026 portant élection de Monsieur Dominique PEREZ en qualité de vice-président ;
Vu la délibération du Conseil communautaire portant délégation d'attribution du Conseil au Président ;

Monsieur Xavier BONNEFONT, agissant en qualité de président de la communauté d'agglomération de GrandAngoulême,

ARRETE :

Article 1 : Sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation de fonction est accordée à Monsieur Dominique PEREZ, en sa qualité de vice-président en charge des « *Travaux, patrimoine immobilier et voirie communautaire* », pour traiter les affaires, préparer et exécuter les délibérations portant plus particulièrement sur les compétences en matière de :

- Pilotage de l'action immobilière et logistique dans le cadre du patrimoine dont GrandAngoulême a la charge ;
- Création ou aménagement et entretien de la voirie et des parcs de stationnement d'intérêt communautaire ainsi que, lorsqu'ils sont nécessaires à l'exercice de la compétence « *mobilités* », en coordination avec l'élu en charge de cette compétence ;
- Gestion du patrimoine immobilier, des espaces paysagers, et des travaux de construction, d'aménagement, d'entretien et de maintenance de l'ensemble des biens dont la Communauté à la charge en lien avec les différents élus en charge des politiques auxquelles sont affectés ces biens ;
- Accompagnement des communes et des satellites communautaires dans la réalisation de travaux de construction ou de rénovation de leurs équipements communaux.

Article 2 : Dans le cadre des fonctions ainsi déléguées et pour les besoins des directions et services de l'agglomération pour lesquels Monsieur Dominique PEREZ est le vice-président

référént, sous ma surveillance et ma responsabilité et en application des articles L.5211-9 et L.2122-23 du CGCT, délégation et subdélégation lui sont données à effet de signer :

- les courriers et actes administratifs de gestion courante ne portant pas décision,
- toutes réponses aux courriers des administrés et des administrations,
- les actes prononçant la réforme préalable et l'aliénation négociée de biens mobiliers,
- la signature des actes de cession ou de vente hors foncier économique,
- tout acte relatif à l'établissement des servitudes dans le domaine des fonctions déléguées,
- en dehors de ceux liés à un bien affecté à une compétence spécifique de GrandAngoulême :
 - o les contrats de louage de choses et leurs avenants, notamment les conventions d'occupation, les mises à disposition à titre onéreux, les baux de toute nature, dont le loyer, le tarif ou la redevance annuels est d'un montant maximum de 15 000 € HT,
 - o les mises à disposition ou les prêts de biens mobiliers, de terrains ou de locaux à titre gratuit
 - o les acquisitions de biens immobiliers pour un montant maximum de 20 000 €,
- les autorisations accordées aux tiers en vue de réaliser des travaux sur les biens dont GrandAngoulême assure la gestion,
- tout acte autorisant GrandAngoulême à réaliser des travaux sur les biens d'autrui dès lors que le coût des travaux envisagés est au plus de 5000 €,
- les demandes d'autorisation du droit des sols et leurs modificatifs,
- le dépôt des intentions de candidature aux appels à manifestation d'intérêt et/ou des dossiers de candidatures aux appels à projets internationaux, européens, nationaux, régionaux ou départementaux,
- toute décision concernant la préparation et la passation des marchés publics d'un montant compris entre 5 000 € HT et inférieur aux seuils de publicité et de mise en concurrence mentionnés aux articles R2122-8 et suivants du Code de la commande publique, et de leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget, à l'exception de :
 - o les indemnités ou primes relatives à la réalisation des prestations par les candidats à une procédure de marché public ;
- toute décision concernant l'exécution et le règlement financier des marchés publics d'un montant supérieur ou égal à 5 000 € HT à l'exception de :
 - o les bons de commande, pris en exécution d'un accord-cadre, d'un montant inférieur à 5 000 € ;
 - o l'exonération ou la réduction des pénalités de toute nature encourues par le titulaire d'un marché,
 - o l'acceptation des protocoles d'accord transactionnels,
 - o les lettres de reconduction / non reconduction des marchés publics d'un montant inférieur à 40 000 € ;
 - o les délégations de paiement (sous-traitant 2nd rang ou + / fournisseur) ;
 - o les levées de retenue de garantie ;
- les engagements de dépenses,
- les conventions liées aux affaires courantes et leurs avenants avec une participation annuelle de la collectivité et/ou une recette jusqu'à 5 000 €.

Article 3 : Lorsque le vice-président bénéficiaire des présentes délégations et subdélégation, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le Président par écrit en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Un arrêté du président déterminera en conséquence les questions pour lesquelles le vice-président bénéficiaire des présentes délégations et subdélégation, doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Dominique PEREZ les présentes délégations et subdélégation seront exercées par Madame Isabelle MOUFFLET, 1^{ère} vice-présidente.

Dans l'exercice des délégations et subdélégation, la 1^{ère} vice-présidente est soumise aux mêmes obligations que celles de Monsieur Dominique PEREZ tant en termes de formalisme (article 7 ci-après), qu'en termes de conflit d'intérêts (article 3 ci-dessus).

Article 5 : Sous réserve de leur parfaite notification, les délégations et subdélégation de signature consenties par le présent arrêté prendront effet à compter de leur notification aux intéressés.

Article 6 : Les délégations de fonction et les délégations et subdélégation de signature, objet du présent arrêté, demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Ainsi, en cas d'abrogation d'une partie des présentes délégations et/ou subdélégation pour quelque cause que ce soit, celles non concernées par l'abrogation demeurent applicables jusqu'à ce qu'elles soient elles-mêmes rapportées.

De la même manière, si l'un des bénéficiaires des présentes délégations et/ou subdélégation venait à perdre le bénéfice de celles-ci pour quelque raison que ce soit (notamment démission), les délégations consenties aux autres bénéficiaires au titre du présent arrêté demeureraient applicables jusqu'à ce qu'elles soient rapportées.

Article 7 : Tous les documents signés par Monsieur Dominique PEREZ dans le cadre des présentes délégations et subdélégation porteront la mention suivante :

Par délégation
Pour le président,
Le vice-président,

(insertion signature)

Monsieur Dominique PEREZ

Article 8 : Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- affiché et notifié à l'ensemble des intéressés,
- transmis au contrôle de légalité.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de GrandAngoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification, étant entendu que l'absence de réponse dans un nouveau délai de deux mois vaut décision implicite de rejet;

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement effectué. Ce recours contentieux peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Angoulême, le 05 MAI 2026

Le Président,



Xavier BONNEFONT

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture,
Le 06 MAI 2026
Publié ou notifié,
Le 06 MAI 2026